



Note politique du 12 mars 2025

Petit retour historique : 1971, le premier coup de trafalgar organisé par les États-Unis d'Amérique

Le monde, l'Europe, la France se réveillent difficilement du coup de massue appliqué par Donald Trump sur toutes les conventions diplomatiques et géopolitiques qui étaient de règle depuis la fin de la Guerre de Quarante.

Ce n'est pas la première fois que les Américains prennent quelques décisions unilatérales avec des effets graves pour leurs alliés. Et il est intéressant, particulièrement pour un mouvement issu du gaullisme, de revenir sur le premier coup de Trafalgar radical et mondial que fut la destruction des Accords de Bretton Woods qui a eu pour la France des conséquences diaboliques.

Auparavant, il y avait eu le blocage de l'opération militaire franco-britannique pour s'opposer à la nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956 ; déjà par une coalition américano-russe, complétant une politique américaine qui a conduit à l'abandon sanglant de notre empire colonial, comme à celui des Britanniques.

On assiste à une nouvelle mauvaise manière qui ne peut que détruire la confiance dans l'Alliance Atlantique, et entraîner des conséquences majeures.

On va constater qu'elle est largement la conséquence de l'oukase économique de 1971. Le problème des sottises, c'est qu'elles s'enchaînent.

1. Petite histoire d'une première trahison américaine

Pourquoi les accords de Bretton Woods étaient-ils fondamentaux ?

Après la défaite française de juin 1940, les Nazis ont entrepris de définir un plan d'organisation de l'Europe. Il est tellement proche de celui qui a été mis en place par l'Union Européenne, que personne n'ose plus en parler. Face à ce plan ambitieux, les Anglo-saxons, et en premier les Britanniques, ont entrepris de construire un plan alternatif pour l'organisation de la planète à la fin de la guerre. Le but : éviter les grandes récessions qui avaient conduit d'une part à la misère, d'autre part au succès du nazisme. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on fait le lien entre montée des extrêmes et crises du capitalisme. Ce furent les Accords de Bretton Woods marqués par la volonté de coopération, le refus des grands déficits et des grands excédents extérieurs, avec des monnaies nationales ne pouvant pas changer de valeur de change sans l'accord des autres, avec une institution de contrôle, le FMI. Mis en place avec difficulté à partir de 1947, tant les

pays européens étaient à la ramasse, **le système de Bretton Woods a ouvert une période sans crises majeures qui a duré jusqu'en 1971**. On a appelé cela les « Trente Glorieuses ». En fait les 25 glorieuses et le « miracle français ».

Ce n'est pas rien et de Gaulle, dans ce cadre, en réglant la question algérienne, en restaurant les institutions, et en sortant du désordre financier, a permis d'en profiter pleinement. **Gaullisme efficace et système monétaire libérant une forte croissance sont historiquement intimement mêlés**. Nous allons voir qu'ils le sont encore plus aujourd'hui.

Les difficultés arrivent ! Les États-Unis ne veulent pas payer le prix convenu pour imposer le dollar comme monnaie d'usage de référence.

Les accords de Bretton Woods avaient un défaut : les monnaies n'étaient pas directement rattachées à l'or mais à une monnaie proxy, le dollar, à charge pour les autorités américaines de maintenir la valeur en or du dollar. À partir de 1963, les États-Unis montrent des difficultés à le faire et imposent aux autres de manipuler le cours du dollar pour qu'il monte et reste en ligne avec l'or.

Cette absurdité est violemment critiquée par De Gaulle dans son discours du 4 février 1965 resté célèbre. « Eh ! oui, l'or, qui ne change pas de nature, qui se met, indifféremment, en barres, en lingots ou en pièces, qui n'a pas de nationalité, qui est tenu, éternellement et universellement, comme la valeur inaltérable et fiduciaire par excellence. D'ailleurs, en dépit de tout ce qui a pu s'imaginer, se dire, s'écrire, se faire, à mesure d'immenses événements, c'est un fait qu'encore aujourd'hui aucune monnaie ne compte, sinon par relation directe ou indirecte, réelle ou supposée, avec l'or. Sans doute, ne peut-on songer à imposer à chaque pays la manière dont il doit se conduire à l'intérieur de lui-même. Mais la loi suprême, la règle d'or – c'est bien le cas de le dire – qu'il faut remettre en vigueur et en honneur dans les relations économiques internationales, c'est l'obligation d'équilibrer, d'une zone monétaire à l'autre, par rentrées et sorties effectives de métal précieux, la balance des paiements résultant de leurs échanges. »

De Gaulle a parfaitement compris que le dollar avait usurpé le rôle de monnaie mondiale et qu'il appartenait au monde de revenir à un étalon international déconnecté d'une monnaie nationale. Il s'appuie sur les conventions d'après-guerre qui dénonçaient les grands déficits et les grands excédents.

La première « révolution de couleur » ?

Certains affirmeront que cette attaque contre le dollar lui vaudra la première « révolution de couleur » expérimentée par la CIA qu'on appelle « mai 1968 » et qui conduira au départ effectif du Général... On appelle « révolution de couleur » toutes les révolutions « soft » montées par la CIA par exemple en Géorgie ou en Ukraine (la révolution Orange).

Une fois la France obligée à la dévaluation et le Général parti, les États-Unis abandonnent le lien avec l'or. Nixon l'annonce le 15 août 1971. Dans la pratique **ils refusent d'honorer leur parole** de rembourser tout dollar présenté en or au cours statutaire. Ce qui n'est pas rien. En termes vulgaires : **c'est du vol !** Giscard baisse la tête et signe les accords de Kingston qui légalise le passage aux changes flottants, tout en posant avantageusement en maillot de bain au bord de la piscine ! La pire décision de l'après-guerre tourne à la guignolade narcissique déplacée. La dérision conduira à l'écriture d'un livre :



On badine dans l'édition, mais les conséquences vont être dramatiques.

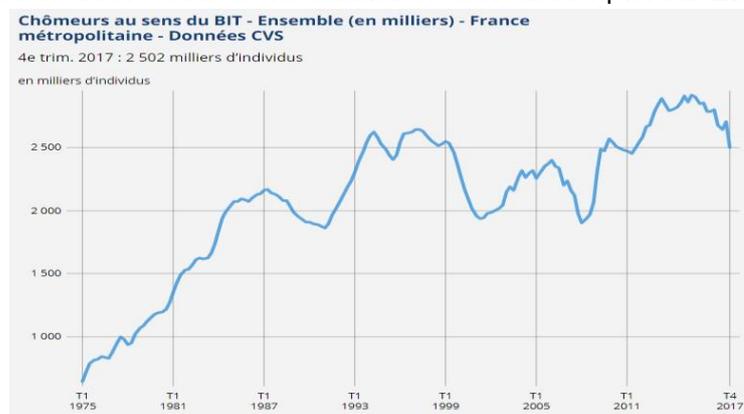
Les récessions à répétition

La première récession commence aux États-Unis dès le lendemain de la décision d'en finir avec Bretton Woods et ses contraintes. Elle devient mondiale au début des années 73, première grande crise internationale depuis 1929 ! Les pays producteurs de pétrole surréagissent à l'effondrement du dollar en créant un cartel et en multipliant le coût du baril à la fin de l'année 1973. **La crise du pétrole est fille de la crise monétaire et non cause.** La crise énergétique va alors aggraver tout. Suivront tous les dix ans environ, une crise moyenne, comme au début 1980, une crise très grave, comme celle de 1992-1993, moyenne à nouveau comme au début 2000, terrible comme en 2008-2009. La récession propre aux mesures prises pour contrer l'épidémie de Covid a phagocyté la crise décennale usuelle. Mais nous sommes en récession comme l'Allemagne depuis fin 2023 lorsqu'on fait l'effort de regarder la réalité en face.

Les conséquences sur le chômage



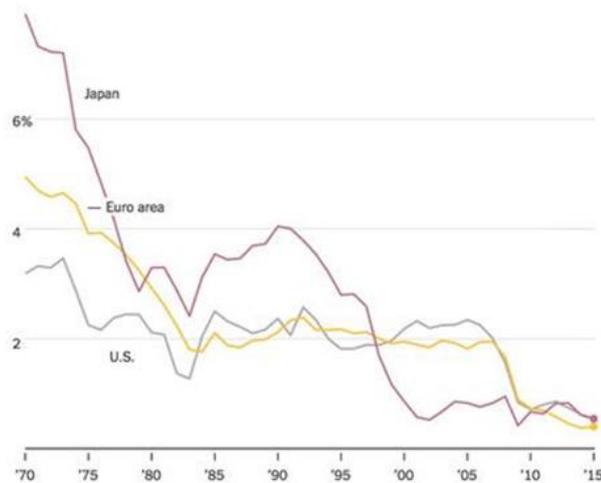
Succession des récessions mondiales et effet sur l'emploi aux États-Unis



Effet sur l'emploi en France

Il est intéressant de comparer les deux courbes. On voit la corrélation parfaite aux États-Unis entre récession et chômage avec un retour à chaque fois à la situation initiale : un chômage incompressible autour de 3-4 %. En France, on ne revient jamais à la situation précédente et on grimpe indéfiniment dans le chômage structurel. La période Mitterrandiste a été tragique avec un chômage inférieur à 500 000 au départ qui passe à plus de 2 500 000. Une multiplication par 5 tout de même et la notion nouvelle de « préférence pour le chômage ».

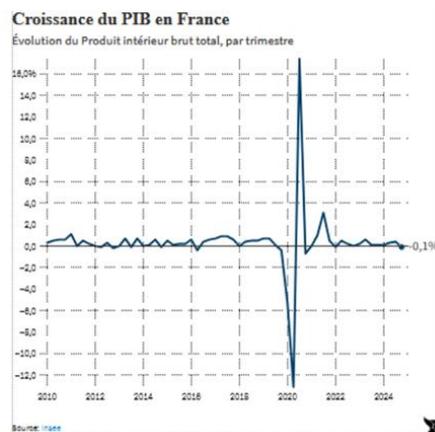
L'effet sur la croissance globale



Taux de croissance depuis 1971- Un effondrement général !

L'effondrement est spectaculaire. Après la crise de 2008 puis celle de la zone euro en 2011, le taux de croissance s'effondre à moins de 1 %.

Tout le monde politique dans le monde, en Europe et en France regarde obstinément ailleurs. La soumission aux États-Unis est quasi-totale. La mésaventure de Gaulle ne doit pas recommencer.



Stagnation de longue durée

On voit le résultat sur les dernières années : une stagnation-récession de longue durée, à peine troublée par le coup d'accordéon exceptionnel provoqué pour lutter contre le Covid.

Après une chute violente et prolongée des taux de croissance, on est entré depuis la crise de 2008 dans une période de croissance zéro, donc de baisse du PIB par tête. Sans aucune perspective de redressement si on reste dans le système monétaire mondial actuel. Désespérant !

La perte de valeur colossale des monnaies

Il fallait 35 dollars pour une once d'or. Il en faut aujourd'hui presque 3 000. Un effondrement de plus de 95 % de la valeur de la monnaie.

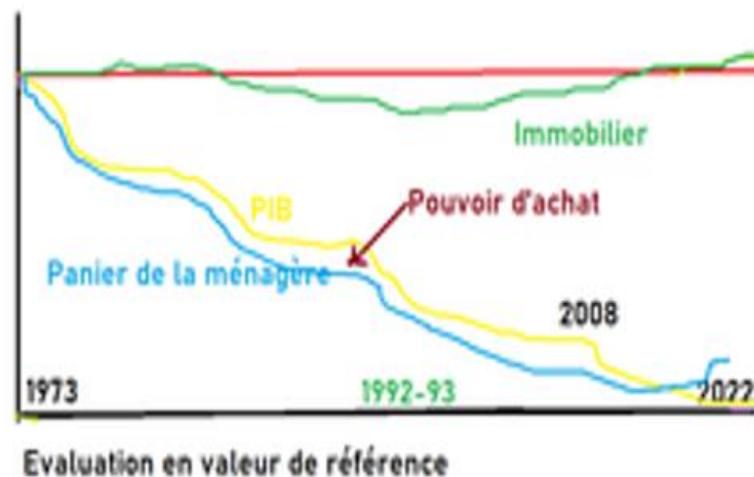
C'est vrai pour toutes les monnaies.

Le prix du journal Le Figaro, 6,30 euros soit 4 410 centimes de francs, doit se comparer au prix de 35 cts de la fin des années soixante. La perte de valeur de la monnaie est là encore supérieure à 95 %. L'Euro ne nous a pas sauvés.

La victime immédiate de cet évanouissement monétaire permanent **est l'investissement productif**. Il faut d'abord protéger la valeur patrimoniale en achetant des biens « défensifs » : l'immobilier, l'or, la bourse.

Les « riches » ne s'enrichissent pas, sauf quelques dizaines de milliardaires ayant réussi à imposer leur entreprise sur une base planétaire, mais parviennent à sauvegarder en partie la valeur de leurs biens. La classe moyenne ne peut accéder à la propriété du logement qu'en s'endettant et en désertant les centres-villes. Cet endettement n'est possible que si les taux d'intérêt sont maintenus artificiellement bas, ce qui décourage en retour l'investissement productif. On ne va prendre des risques pour un rendement nul du capital. Les pauvres ne survivent que par les subventions et les prix très bas des importations en provenance de la Chine et des pays pauvres et peuplés. Déficit commerciaux et déficits publics s'aggravent constamment. Les gigantesques excédents mondiaux fournissent les liquidités nécessaires pour les financer. Le cercle vicieux se met en place et pousse l'endettement à des sommets historiques. Si on ne voit pas que cette question des récessions périodiques tournant à la déconfiture permanente est bien celle qui conditionne tout en France, c'est qu'on est totalement inculte et aveugle. Il existe une manière de présenter les chiffres qui est très significative et remet en place les idées. D'une façon plutôt radicale.

Les courbes évaluées « en valeur de référence »



Au lieu d'utiliser l'évaluation en monnaie courante, on établit un cocktail de valeurs de référence qui globalement ne varient pas trop en valeur intrinsèque : or et métaux précieux, m2 immobilier de centre-ville, et on reconstruit les séries avec cette valeur synthétique.

Le résultat est sidérant : le PIB au lieu de monter **baisse constamment** et profondément. Simplement par ce que le taux de croissance est inférieure à la perte en valeur de référence. L'immobilier est stable. Le pouvoir d'achat est la différence entre le PIB et le coût du panier de la ménagère. Celui-ci, du fait des importations chinoises et des pays en voie de développement comme l'Inde ou la Turquie, baisse plus vite que le PIB ménageant un espace de pouvoir d'achat, sauf au moment du Covid qui a ralenti les importations. C'est la naissance de « la question cruciale du pouvoir d'achat ».

Cette présentation a l'avantage de faire apparaître la réalité sous son vrai jour

- L'immobilier a conservé sa valeur. Il n'y a pas eu de « gain phénoménal ».
- L'accès au capital est devenu impossible pour le plus grand nombre compte tenu de la faible hausse du pouvoir d'achat et de l'effondrement de la monnaie courante
- Sans importation massive de produits pas chers en provenance de pays comme la Chine, il n'y a plus de pouvoir d'achat. Dans ce système, vive Temu et Schein ! Les consommateurs français l'ont vite compris.

La courbe signale que la revalorisation et relocalisation des produits agricoles, comme tout effort de rapatriement de l'industrie, vont faire baisser le pouvoir d'achat, si on ne change rien par ailleurs. Une question à laquelle Trump est très concrètement confrontée en ce moment même. La location occasionnelle de son appartement comme la vente de ses vêtements usagés sont aussi des marqueurs de la perte de pouvoir d'achat réel. La « merdobouffe », apparemment à la source de l'épidémie de cancers en France, et la disparition de l'élégance dans les tenues (le « casual moche ») sont deux signes complémentaires.

La grande vérité cachée : Il n'y a de vraie croissance que si la courbe du PIB en valeur de référence monte. Avec le système de monnaie qui perd toute valeur en quelques décennies, on fait semblant d'avoir une croissance.

Ce tableau devrait être publié par l'INSEE et l'organisme statistique européen. Les conditions du débat économique en seraient totalement changées.

Ne pas voir que nos systèmes monétaires sont tragiquement inadaptés et contre-productifs est tout de même un peu bizarre. Ils nous mènent dans le mur.

La grande question des années 1974 à aujourd'hui : comment fallait-il réagi au coup de boutoir monétaire des États-Unis ?

Le Royaume-Uni est le premier à faire le constat qu'on ne peut plus gérer le pays comme avant. Le travaillisme Wilsonien s'effondre et Thatcher impose de nouvelles règles.

Les États-Unis eux-mêmes suivent : ce sera le temps de Reagan.

Il faudra attendre les années quatre-vingt-dix pour que le changement se généralise. Les pays habitués à la social-démocratie, Canada, Suède, Australie, Nouvelle-Zélande, Finlande, Danemark comprennent qu'il faut tout changer et réforme lourdement leur Welfare State.

L'URSS ne parvient pas à se réformer jusqu'à l'effondrement de 89.

La Chine et l'Inde passent au capitalisme d'Etat, tout en gardant les caractéristiques politiques de leur système respectif.

L'Allemagne et le Japon attendront le début des années 2000 pour tenter de s'adapter.

Un seul pays décide de faire l'inverse de ce qu'il faut faire : la France, qui avec Giscard croit à l'étatisme et au fiscalisme forcené : généralisation de la TVA, contrôle restrictif des honoraires des professionnels de l'architecte au chirurgien, impôt sur les plus-values. Tout le monde sait que le projet d'impôt sur la fortune était dans les tiroirs et serait mis en œuvre en cas de réélection. En même temps on étouffe l'entreprise avec l'autorisation administrative de licenciement, les blocages de prix etc. Les budgets cessent d'être en équilibre pour les cinquante ans à suivre ! Ne parlons pas du Mitterrandisme puis des délires de Jospin et de son gouvernement détestable qui casse un peu plus nos atouts, notamment nucléaires. Le résultat sera le Pen au second tour lors des élections présidentielles du début du siècle et la paralysie de l'action publique jusqu'à la crise de 2008 qui casse tout et fait revenir des socialistes au pouvoir qui aggravent tout. Au bout du chemin : 3 500 milliards de dettes probables à fin 2025 et une impasse économique et financière dramatique.

La fausse solution de l'Euro

La création de l'Euro n'est pas la fille des désordres monétaires internationaux mais de la volonté européiste de forcer le destin fédéral de la Communauté Européenne en la transformant en Union Européenne, en attendant d'en faire les États-Unis d'Europe. Le projet monétaire européen est affirmé dès la conférence de Londres en 1969, avant l'effondrement de Bretton Woods. Le « serpent monétaire » mis en place sans vraie politique commune associée s'effondre du fait de la violence des conséquences de la crise de 1973-1974, et notamment d'une inflation à deux chiffres. Dès le début des années 84 on parle d'une monnaie européenne et la Banque de France est priée de se réorganiser pour être compétitive pour la fabrication des billets de la monnaie nouvelle, huit ans avant le traité de Maastricht...

Au lieu de mettre en place un système de compensation solide qui permette l'ajustement des déséquilibres par le change à l'intérieur de l'Union, on a créé une monnaie unique sans garde-fou. Les énormes excédents de l'Allemagne vont grossir sans aucun mécanisme correctif. Réciproquement les énormes déficits s'envolent, provoquant la crise grecque et l'obligation pour l'Espagne, le Portugal et l'Italie de mettre en œuvre des réformes très dures. La France sombre dans la dette pendant que ses entreprises sont rachetées par des entreprises allemandes ! En contrepartie la BCE rompt avec les contraintes Trichet et plonge dans le laxisme monétaire intégral avec Mario Draghi.



La BCE ouvre les vannes après la crise spécifique de l'Euro en 2011 : 3 000 milliards d'euros de création monétaire !

Conclusion : L'abandon des accords de Bretton-Woods et l'instauration des changes flottants ont détruit la croissance et amené le monde développé dans une stagnation de longue durée socialement destructrice, faisant la courte échelle aux extrêmes à droite comme à gauche. L'Europe, en créant l'Euro, a plutôt aggravé les choses, le taux de croissance de l'Europe étant le plus bas du monde. Le décrochage par rapport à l'Asie et les États-Unis est acté. La France en refusant les réformes nécessaires est au bout du chemin et à la veille d'une situation à la grecque ou à la libanaise. On risque en permanence un refus de refinancement de notre dette abyssale qui va bientôt atteindre le triple de la valeur ajoutée des entreprises commerciales, alors que les prélèvements excèdent désormais cette même valeur ajoutée.

Rappelons que dans la seconde suivant ce refus, on ne peut plus payer les fonctionnaires, les hôpitaux et les retraites !

la France qui n'a voulu ni s'opposer ni s'adapter au diktat américain se retrouve dans une situation politique sinistre et dans une impasse économique et financière presque mortelle, au moment où des forces écrasantes (troubles climatiques, guerre en Ukraine, défi technologique américain, crise de l'Otan, attaques islamistes) exigent des moyens que nous n'avons plus.

Depuis cinquante nous avons vécu sur l'acquis des trente glorieuses. Et nous avons tout dilapidé. Jamais personne n'a voulu voir la situation telle qu'elle était, l'expliquer, la dénoncer et proposer des solutions fortes face à ce désastre.

Les centristes de Lecanuet à Bayrou, en passant par Giscard, ont toujours été les idiots utiles de l'américanisme et d'une tentation fédéraliste européenne qui marginalise la France et qui s'est retourné contre elle ces dernières années. Les socialistes, de Mitterrand à Macron en passant par Jospin et Hollande, ont tout aggravé.

2. Que faire ?

Une première réponse défensive

Le nouveau coup de force des États-Unis rend impossible de rester passif. Il faut clairement en urgence repenser la sécurité collective de l'Europe et ses moyens militaires. Mais il est

indispensable de le faire sur une base intergouvernementale et surtout pas dans le cadre de la Commission européenne ! De Gaulle l'avait parfaitement compris. L'armée française ce n'est pas l'Europe ni l'Otan. Ce sont des accords d'opportunité en fonction de nos intérêts vitaux tout en sauvegardant nos possibilités industrielles militaires fondamentales.

Tel est le legs du Général de Gaulle dont tout le monde comprend la prévoyance aujourd'hui. Le seul élément de la souveraineté d'une nation qui ne peut pas être déléguée, c'est la défense nationale. On a vu avec la longue liste des sociétés françaises d'armement cédées notamment aux États-Unis, que Hollande puis Macron ont commencé à trahir lourdement cet héritage gaullien. Et cela continue aujourd'hui encore alors qu'on s'agite pour faire croire le contraire.

LR doit assumer ce legs, le chanter et l'illustrer. Malheureusement des décisions lourdes ont été prises dans le passé ancien et récent qui posent problème.

L'abandon du service militaire national

La France, sous la direction de l'Européiste Giscard et de son premier ministre RPR, Chirac, va abandonner le service militaire obligatoire national pour une armée de métier « échantionnesque » capable uniquement, sous sa coupole nucléaire, d'opérations de service d'ordre par projection armée de troupes réduites et pas aussi bien équipées qu'il faudrait mais bien formées.

Cette décision n'a pas été prise pour encaisser les « dividendes de la paix ». La conscription était devenue **trop coûteuse dans la foulée de la crise de 1973**, retour à la première partie de ce texte, et difficile à maintenir à cause **de l'offensive de l'extrême gauche trotskiste**, menée par Edwy Plenel en vue de créer des Comités de soldats dans les casernes et l'application de certaines règles prétextes « droit de l'hommistes » comme un statut du soldat ressemblant à celui très protecteur du salarié. L'Union européenne et certaines hautes cours de justice reprendront ces revendications quarante ans plus **tard en faisant de l'armée une « entreprise comme les autres » et des militaires « des salariés comme les autres ! »**

Aujourd'hui, il est strictement impossible de recréer un service national parce que

- Tout le réseau de casernes et tout l'encadrement ont été détruits.
- Nous ne faisons plus d'enfants (12 500 000 enfants à naître ont disparu depuis 2000)
- L'envahissement par des millions d'immigrés arabes tentés pour partie par l'Oumma et détestant la France, crée des risques nouveaux imprévisibles qu'on a très bien vu lors de l'intervention en ex Yougoslavie.

Tous les essais récents ont bien montré l'impossibilité du retour au service militaire dans un contexte d'indifférenciation Homme Femme, de réclamation homosexuelle, de déréliction du sentiment national. Aucun des dirigeants actuels n'a fait un service national.

Risquer sa vie pour sa patrie suppose qu'on ait créé un sentiment patriotique fort. On a vu les efforts démesurés par le pouvoir macroniste pour dévaloriser l'histoire et la culture française et soutenir un narratif hostile au patriotisme. Un patriote est assimilé à un « beauf » et un débile d'extrême-droite. Une partie de jeunesse immigrée arabe ou plus généralement musulmane refuse de redevenir de « nouveaux Harkis des blancs génocidaires », encouragée à la fois par des pays d'origine étrangers, et d'autre part par les forces trotskistes rassemblées par Mélenchon.

Cela ne veut absolument pas dire qu'un Français d'origine musulmane ne peut pas être un patriote français. Mais qu'on mesure l'effort que cela lui demanderait dans le climat actuel et la

nature des actions politiques qu'il faudrait menées pour empêcher l'action des forces qui poussent à l'Intifada en France et qui a conduit au retour d'un antisémitisme non réprimé tant il est massif.

La réintégration de l'organisation de l'Otan

Beaucoup de gaullistes n'ont pas compris la décision de Nicolas Sarkozy de rejoindre le commandement intégré de l'OTAN.

On voit aujourd'hui la conséquence de cette décision : la remilitarisation de l'Europe ne peut se faire que dans le cadre de l'OTAN, fille d'une alliance avec les États-Unis qui vient d'être jetée à bas par Trump !

On l'a fait sans aucune contrepartie sinon des postes importants dans le dispositif mais sans imposer le « buy européen act » pour les équipements militaires, ce qui fait que nous importons en Europe près des deux tiers de nos armements des États-Unis !

De même nous n'avons rien exigé en matière de support de nos propres opérations militaires. L'Europe nous a regardé se faire jeter hors d'Afrique sans un soupir.

Exclure la Commission Européenne et Mme Van der Leyen de la nouvelle organisation militaire.

Il est devenu constant sur tout problème nouveau de rechercher le renforcement fédéral de l'Union Européenne. En violant à chaque fois les traités.

- Dans la foulée de Fukushima, on nous a parlé de l'urgence climatique qui légitimait les mesures les plus folles et les plus destructives. Et de pousser la construction européenne.
- Dans la foulée du Covid l'urgence était « la guerre contre le virus » et ses développements. Et de pousser la construction européenne.
- Dans la foulée des attentats commis au nom de l'Islam et de l'Oumma en France, l'urgence était de bloquer l'immigration et le grand remplacement, avec une difficulté croissante avec l'Algérie. Et de pousser la construction européenne, seule capable etc.
- Dans la foulée de la dissolution désastreuse de juin 2024, l'urgence était la restauration des finances publiques et la question de la dette qu'il fallait maîtriser. Et d'essayer d'éviter les sanctions européennes.
- Dans la foulée des extravagances de Trump, l'urgence des mêmes agents d'influence est désormais de « gagner la guerre » contre Poutine et Trump quoi qu'il en coûte. Et de pousser la construction européenne.

Une urgence chasse l'autre. Le « quoi qu'il en coûte » l'emporte à chaque fois, avec les impôts, les réglementations, la stagnation, les contraintes de plus en plus serrées sur l'information, les atteintes à la propriété, etc.

La France dans tout cela ? On s'en fout. C'est une variable d'ajustement comme on dit aujourd'hui.

C'est impossible dans le domaine nucléaire et plus généralement militaire. L'Otan n'existe plus ? Soit. Refaisons un Traité de l'Europe Occidentale et bâtissons son organisation associée avec tous les pays volontaires qu'ils soient membres ou non de l'Union Européenne.

La catastrophe de la gouvernance française

En France, nous voici avec un président qui nous déclare « en guerre », comme pour le Covid et qui agite ses petits poings bagués comme un forcené pour accompagner un discours belliciste hors sol. « En termes macronistes : je suis revenu au centre du jeu, chouette même si tout cela est de la comédie et du verbiage ». Le premier ministre, lui, s'emploie à pérenniser le Centre en mettant de la proportionnelle partout. Entre électoralisme de bas étage et agitation de ludion grotesque, la France est bien dirigée !

La vraie situation militaire

Tout le monde sait que les oblasts russes de l'Ukraine sont perdus pour Kiev et que la Crimée restera russe. La seule discussion porte sur la restauration ou non de la dépendance du gouvernement ukrainien vis-à-vis de Moscou. Moscou n'a pas les moyens de l'imposer en dépit de la trahison de Trump. On va vers une neutralité armée à la Suisse, avec des accords privilégiés avec l'Union Européenne pour l'Ukraine un peu réduite qui va sortir des accords. Croire que la Russie va prendre le risque d'attaquer militairement les pays Baltes et la Roumanie, alors qu'elle n'arrive pas depuis trois ans à réduire l'Ukraine est une sottise. Que Moscou utilise tous les moyens cyber ou autres contre les pays européens tant que la guerre en Ukraine n'est pas soldée, c'est certain. Où est la surprise ?

En revanche on peut s'inquiéter pour la Transnistrie, où la Moldavie actuelle est déstabilisée par la Russie qui y a maintenu des troupes.

Il n'y a pas d'utilité autre que démagogique, à impulser des peurs, comme au moment du Covid. L'important est de mettre en place rapidement une coalition crédible permettant de rendre impensable une attaque de l'Europe. Nous avons tout ce qu'il faut pour, même si l'Europe se caractérise par une somme non coordonnée d'armées inégales en taille, en armement et en doctrine opérationnelle.

Que les Européens, c'est-à-dire l'Allemagne, soit obligée de se remilitariser et de s'autonomiser après le retrait de la couverture américaine, c'est évident, même si personne ne peut se réjouir de voir une Allemagne, réunifiée et largement anti française, se réarmer à nos portes.

Pour l'armée française, l'urgence est dans trois domaines : les différents types de drones (dont l'armée française n'a pas vu venir l'efficacité), le renseignement et l'information sur le champ de bataille, où nous dépendons largement sinon totalement des Américains, la défense antiaérienne stratégique et tactique, où nous sommes démunis, la logistique lourde de transport. Nous n'avons pas de système « Patriot ». Ni de « dôme de fer ». Que les États européens soient obligés de créer les programmes collectifs nécessaires en ce sens est une formidable opportunité qu'on aurait dû saisir depuis longtemps. L'important est que ce travail soit élaboré de bonne foi par les États, au sein d'une alliance militaire spécifique renforcée, et surtout pas laissé à la Commission et au Parlement européen.

Le rôle de l'Union Européenne, et de la Commission, c'est seulement de créer les conditions d'un financement collectif du réarmement.

Une seconde réponse : l'offensive

Nous avons largement laissé les États-Unis imposer leur monnaie dans les échanges internationaux parce que nous bénéficions d'une couverture militaire tactique et stratégique financée largement par les États-Unis.

Si elle s'efface définitivement, la subordination au dollar devient intolérable et ne peut plus durer. On voit dans différents journaux des articles mettant en cause le maintien du dollar, monnaie nationale donnant à son émetteur des pouvoirs discriminatoires gigantesques et pour le coup sans aucune justification politique et diplomatique. Surtout avec les résultats dramatiques que nous avons passés en revue.

La France et l'Europe doivent prendre l'initiative d'une réforme du système monétaire international qui interdit l'usage d'une monnaie nationale comme pivot. Il faut revenir à de nouveaux accords de Bretton Woods mais sans proxy.

Ce projet doit tenter de récupérer les Brics sans la Russie, sachant que les impétrants devront admettre que les politiques mercantilistes et les grands excédents sont désormais interdits.

La seule menace d'un système monétaire qui dédollarise les échanges internationaux est de nature à rééquilibrer la force géopolitique de l'Europe.

La compléter avec des mesures visant à refuser désormais de considérer le droit américain comme s'appliquant en Europe, est également de nature à faire réfléchir des équipes actuellement délirantes autour de Donald Trump.

En vérité les États-Unis, sans l'Europe, ne sont pas si puissants que cela. S'appuyer sur la mafia russe ne sera pas une partie de plaisir.

Quel rôle pour LR ?

Il appartient à l'Or de porter ce combat, sachant que Macron n'en est tout bonnement pas capable et que la situation désastreuse actuelle du pays, qu'il a aggravée, nous paralyse.

Cela signifie qu'il va falloir quitter la coalition désastreuse au pouvoir et se débarrasser de Macron avant terme, avec des élections au plus tard en septembre 2025, après la chute du gouvernement. D'où l'urgence nouvelle d'un sursaut programmatique des Républicains.

Une identité, un projet et un programme massif et construit sont à redéfinir d'urgence.

L'identité ? La défense des institutions et de la Ve République

Le projet ? Rétablir la prospérité, la démocratie, la propriété, la sécurité et les libertés.

Le programme ? Résoudre les cinq problèmes prioritaires majeurs du pays.

Quels sont nos cinq problèmes majeurs permanents ? Voici notre proposition par ordre de gravité :

- Les crises économiques à répétition et la stagnation économique de longue durée mettant tous les aspects de notre système social en danger, et nous conduisant à une survie économique précaire par la dette.

- Le drame démographique avec la perte de 12 500 000 enfants à naître depuis l'an 2000 et autant à venir sinon plus d'ici à 2050, ce qui implique pour survivre une immigration massive, le tout baignant dans l'effondrement mécanique de tout le système des retraites et l'embolisation des services sociaux.
- La perte de pouvoir national et le recul de la démocratie, rendant les institutions françaises impuissantes, en particulier dans le domaine de la sécurité, avec des atteintes continues à la propriété et à la liberté de parole, l'emprise d'une oligarchie, le gouvernement des juges etc.
- La perte de la compétitivité et de la qualité française dans tous les domaines avec marginalisation du pays (Éducation, recherche, innovation, exportations, emplois, solidité technique...)
- La démoralisation française, la destruction du socle culturel occidental par le wokisme qui favorise l'offensive musulmane violente contre l'Occident sur notre sol.

LR devrait être, sur tous ces sujets gravissimes, la force politique principale, celle qui porte l'espoir du pays, avec des militants convaincus et des élus unis et offensifs. LR, né du gaullisme devrait être la force qui ne fuit pas devant l'obstacle en se contentant de petites combines politiciennes sordides façon Bayrou.

Dans de prochaines notes politiques nous tenterons de donner des pistes programmatiques pour que la France sorte de cette situation tragique.

Didier Dufau